

L'atelier de la MOT aux Open Days



La 10^{ème} édition des Open Days, semaine européenne des régions et des villes, a eu lieu du 8 au 11 octobre 2012 à Bruxelles et a rassemblé plus de 5600 personnes de toute l'Europe. José Manuel Barroso, président de la Commission européenne (CE), a déclaré que la politique de cohésion est plus que jamais nécessaire. De nombreux ateliers* ont porté sur la coopération territoriale européenne et les groupements européens de coopération territoriale (GECT), comme celui de la Plateforme des GECT du Comité des Régions "Nouveaux groupements, meilleures performances". La MOT a été très présente tout au long de cette semaine, notamment en organisant un atelier sur le thème "Construire les territoires transfrontaliers à l'aide des outils de développement local intégré - bonnes pratiques et évolutions pour la période 2014-2020". Agata Kotkowska de la Commission européenne a présenté les nouveaux outils de l'investissement

territorial intégré (ITI) et du développement local mené par les acteurs locaux (CLLD)**. Les représentants de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai (FR-BE), de l'Espace Mont Blanc (FR-CH-IT) et du GECT Pons Danubii (HU-SK) ont mis en avant leurs expériences et salué les nouveaux outils qui nécessitent encore des mises au point. La CE a informé qu'elle prépare un guide pour leur mise en œuvre et qu'elle encourage leur intégration dans les programmes de coopération transfrontalière. Des synergies entre les programmes de coopération et les programmes régionaux sont attendues. Pour Jean Peyrony, directeur général de la MOT, de nombreux territoires transfrontaliers pourraient bénéficier de ces outils et chaque acteur est invité à agir à son niveau pour leur mise en œuvre. Il s'est félicité que l'UE prenne désormais clairement en compte la cohésion territoriale dans la programmation de la politique régionale.

* Présentations des ateliers : www.opendays.eu -> Library
** Voir article page 3

Journée européenne de la coopération

La journée du 21 septembre 2012 a représenté une avancée importante pour la communication sur la coopération territoriale en Europe. Pour la première fois, une journée européenne de la coopération a été célébrée avec plus de 280 activités dans 35 pays européens. Presque tous les programmes transfrontaliers y ont participé avec pour devise : "Partager les frontières pour mieux se rapprocher". L'initiative a été coordonnée par le Programme INTERACT en collaboration avec la Commission européenne et avec le soutien du Comité des régions et du Parlement européen. Destiné à un large public,

les événements ont reflété la grande diversité et la créativité des initiatives transfrontalières (courses transfrontalières, théâtre pour les enfants, concours de photographie, randonnées, concert souterrain transfrontier, etc).

"Par temps de crise, le développement de la coopération transfrontalière est primordial. Je suis donc très heureuse que les réalisations concrètes de la coopération entre les régions d'Europe aient pu être honorées par le biais de cette campagne", a déclaré Marie-Thérèse Sanchez-Schmid, députée européenne, lors du lancement de l'événement au Parlement.

www.ecday.eu



Le Commissaire à la politique régionale, Johannes Hahn, avec les députés européens Marie-Thérèse Sanchez-Schmid et Riikka Manner, lors de l'événement de lancement de la Journée.

ÉVÈNEMENTS

OCTOBRE

• **Conférence : "Territoires transfrontaliers, politiques régionales et nationales : quelle coordination à l'horizon 2014-2020 ?"**

Conférence finale du projet Europ'act de la MOT, le 24 octobre 2012 à Paris

NOVEMBRE

• **Conférence annuelle de l'ARFE - La mobilité transfrontalière du marché du travail**, les 8 et 9 novembre 2012 à Berlin

• **Conférence européenne "Les régions métropolitaines transfrontalières en Europe"**, les 19 et 20 novembre 2012 à Luxembourg-Ville

• **33^{ème} Rencontre nationale des agences d'urbanisme**, du 19 au 21 novembre 2012 à Bordeaux

• **Forum de la Manche 2012 : "Envie de connaître les résultats des projets maritimes mis en œuvre au sein de l'espace Manche ?"**, les 21 et 22 novembre 2012 à Southampton

• **Forum scientifique et d'échanges de pratiques - Mobilisation et participation transfrontalières en promotion de la santé**, les 22 et 23 novembre 2012 à Laon

DECEMBRE

• **Séminaire européen sur l'observation des territoires transfrontaliers**

MOT-FNAU-DATAR-ADUAN

Le 10 décembre 2012 à Nancy

Plus d'informations, les autres événements sur <http://www.espaces-transfrontaliers.eu>

Le projet NOSTRA, pour une gouvernance transfrontalière des détroits d'Europe



Le Cap du Blanc-Nez dans le Détroit du Pas-de-Calais

Le projet vise à analyser les modes de gouvernance transfrontalière pour gérer ces territoires binationaux afin de préserver leur patrimoine naturel. La préservation de la biodiversité a en effet été identifiée comme le point nodal de toutes les problématiques auxquelles doivent faire face les partenaires.

Les détroits concentrent en effet plusieurs problématiques qui doivent être traitées de manière transfrontalière : transport et sécurité maritime, tourisme, développement économique, environnement. Néanmoins chaque détroit tente de faire face à ces enjeux avec ses propres outils. Trois détroits ont mis en place

des entités binationales; d'autres ont signé des conventions ou des accords. Une série de rencontres, ateliers et séminaires se tiendront sur chacun des détroits jusqu'en 2014 pour partager les bonnes pratiques.

Ce projet, dont le Département du Pas-de-Calais est chef de file, est financé à 75% par le Fonds européen de développement régional (FEDER) à travers le programme INTERREG IVC : "le projet doit contribuer à développer une meilleure gestion du détroit du Pas-de-Calais, explique Dominique Dupilet, président du Département du Pas-de-Calais, tout particulièrement sur l'aspect environnemental.

Parce que les détroits, à la fois liens entre deux mers et frontières entre deux territoires, sont des espaces spécifiques, le Département du Pas-de-Calais et le Kent County Council ont lancé l'Initiative des Détroits d'Europe. Ce partenariat, formalisé le 23 novembre 2010 par la signature d'un protocole d'entente rassemblant les autorités locales bordant huit détroits d'Europe, répond à un double objectif : œuvrer pour la reconnaissance des spécificités des détroits par les instances européennes et encourager le développement de coopérations.

NOSTRA (Network Of STRAits) est le premier projet issu de cette initiative. Quinze autorités locales bordant huit détroits d'Europe* et un institut de recherche roumain y sont engagés.

Il devrait permettre aux initiatives déjà existantes sur le littoral, d'être mises en valeur et de bénéficier des expériences exemplaires des partenaires du projet, confrontés à des enjeux similaires".

* Kvarken (Finlande-Suède), Détroit d'Otrante (Italie-Albanie), Fehmarn Belt (Allemagne-Danemark), Golf de Finlande (Finlande-Estonie), Bouches de Bonifacio (France-Italie), Détroit de Sicile (Italie-Tunisie), Détroit de Messine (Italie) et Détroit du Pas-de-Calais (France-Angleterre).



network of straits

www.nostraproject.eu

Frontaliers franco-suisse et libre choix de l'assurance maladie



Sur la frontière franco-suisse, environ 137 000 personnes habitent en France et se déplacent chaque jour de l'autre côté de la frontière, en Suisse, pour y travailler.

Depuis 2002, ces frontaliers peuvent choisir leur régime d'assurance maladie entre les deux pays. Mais un article de presse du

21 septembre annonçait que "les frontaliers qui travaillent en Suisse et qui avaient opté pour l'assurance privée en France devront cotiser obligatoirement à l'assurance-maladie française (CMU) dès 2013", au lieu du 31 mai 2014. Cette mesure était censée rapporter 400 millions d'euros au budget français pour l'année 2013. Face à la levée de bouclier que l'annonce a provoquée, le gouvernement a finalement reporté l'échéance au 31 mai 2014, comme prévu

initialement par les Accords Bilatéraux. Explication de texte du GTE* : "A la base, le droit communautaire stipule que le travailleur doit être soigné dans le pays de travail, ce qui fait que les frontaliers suisses devraient être tous affiliés au régime LaMal. Or, lors de l'entrée en vigueur du règlement européen entre l'UE et la Suisse en 2002, la Suisse avait négocié avec l'UE l'introduction du droit d'option entre les régimes suisse et français,

ce qui avait été accepté par la France, sur demande des frontaliers. Ces derniers ne souhaitent surtout pas cotiser en Suisse, car dans la plupart des cas, ce choix n'est pas avantageux pour eux. La France a alors, par dérogation interne, permis aux frontaliers de choisir entre l'affiliation auprès de la CMU et des assurances privées, toujours sur demande des frontaliers."

* Groupement transfrontalier européen www.frontalier.org

ACTUALITÉS DE LA MOT

Mise en réseau des instituts statistiques frontaliers



Pour la première fois s'est tenue le 2 octobre à la DATAR, une réunion technique impliquant des instituts statistiques nationaux ou régionaux et des services fédéraux, issus des pays frontaliers de la France. Cette réunion a été l'occasion de présenter les résultats de l'étude FNAU-MOT sur l'observation des territoires transfrontaliers, de poser les bases d'un groupe de travail sur ce sujet et de préparer le séminaire de Nancy (voir ci-dessous) qui doit aboutir à une déclaration signée par les différents Etats présents sur l'observation des territoires transfrontaliers comme vecteur de la cohésion territoriale européenne.

Date à retenir :

La MOT, la DATAR et la FNAU organisent, en partenariat avec le Grand Nancy, le premier séminaire européen consacré à l'observation des territoires transfrontaliers, le 10 décembre 2012 à Nancy. <http://www.espaces-transfrontaliers.eu/>

ACTUALITÉS EUROPE

Deux nouveaux dispositifs pour la politique de cohésion

Dans la nouvelle politique de cohésion 2014-2020, le développement local et l'intégration territoriale des projets sont érigés au rang de priorité.

A cet effet, les règlements proposés par la Commission prévoient deux dispositifs de mise en œuvre qui dépassent la logique des projets simples pour appuyer le développement territorial intégré et faire le lien avec les objectifs thématiques des programmes européens. Cette évolution est d'autant plus positive que les règlements prévoient la possibilité d'application de ces nouveaux instruments à la coopération transfrontalière.

Les deux dispositifs sont les investissements territoriaux intégrés (ITI) et le développement local mené par les acteurs locaux (community-led local development - CLLD). Ces outils de développement territorial intégré permettent de grouper plusieurs actions

individuelles réalisées selon une stratégie territoriale unique et peuvent être financés par plusieurs programmes et fonds européens à la fois. Par ailleurs, la mise en œuvre de ces outils nécessite l'implication plus importante des acteurs du terrain, valorisant ainsi le niveau local.

L'ITI est un instrument nouveau qui n'est ni un projet individuel, ni une sous-priorité d'un programme opérationnel. Il est un outil de mise en œuvre d'une stratégie de développement territorial multithématique sur une zone pertinente (quartiers, villes, régions métropolitaines, zones périurbaines, zones interrégionales, zones fonctionnelles parmi lesquelles les territoires transfrontaliers), qui est inscrit dans les programmes et qui peut bénéficier d'une éventuelle délégation de la gestion à des organismes intermédiaires.

Le CLLD est une approche



ascendante basée sur l'expérience de LEADER qui finance des stratégies intégrées et multisectorielles de développement local. Ces stratégies répondant au potentiel et besoins locaux sont menées par des groupes d'action locale (GAL), composés de communautés et acteurs locaux publics et privés, sur des territoires sous-régionaux.

Le règlement CTE prévoit que, dans le contexte transfrontalier, ces deux dispositifs peuvent être confiés à des GECT ou organismes équivalents.

Les deux outils, ITI et CLLD, ont un potentiel important d'amélioration de l'impact des programmes de coopération sur les territoires transfrontaliers.

.....

Consultez sur le site Inforegio :

La fiche "ITI" :
http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/informat/2014/iti_fr.pdf

La fiche "CLLD" :
http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/od2012/doc/community_en.pdf

Suite de l'article en page 1 ... un évènement réseau lors des Open Days

Les ateliers de la MOT et de la Plateforme des GECT du Comité des Régions ont été suivis d'un "évènement réseau" commun auquel ont participé une centaine de personnes. Cet évènement d'échange informel a permis de poursuivre les débats lancés lors des ateliers respectifs. Les GECT hongrois et le CESC (Central European Service for Cross-Border Initiatives) ont mis en avant leurs activités autour d'un buffet de spécialités hongroises. La MOT de son côté a présenté les GECT aux frontières françaises. Une nouvelle photo des représentants des

GECT européens a été prise à cette occasion.



Les représentants des GECT en Europe

Conférence à Oradea

Une conférence internationale sur "La coopération transfrontalière : les outils pour une nouvelle dynamique" a été organisée à Oradea en Roumanie par le CESC, la mairie d'Oradea, INFH et le Ministère français des Affaires étrangères, avec le soutien de la MOT. Mettant en avant la nécessité de passer d'une logique de projets ponctuels à une logique de coopérations institutionnalisées, l'évènement a réuni de nombreux acteurs hongrois, roumains et français afin d'échanger les expériences et d'encourager cette dynamique. La MOT est intervenue lors de deux sessions plénières.

REVUE DE PRESSE

▲ Politique de cohésion - Fonds structurels : Le Président du CdR lance un avertissement

Europe Information Service, 27 septembre

"Nous ne pouvons pas ignorer la solidarité", a commenté le président du Comité des Régions (CdR), Ramón Luis Valcárcel Siso, à propos des dépenses au titre des Fonds structurels, suite à sa réunion avec le commissaire à la Politique régionale, Johannes Hahn, le 25 septembre."

▲ Michel Barnier présente quatre moteurs de croissance dans l'Acte pour le marché unique II

Euractiv, 4 octobre

"Mercredi (3 octobre), la Commission européenne a présenté l'Acte pour le marché unique II pour améliorer le fonctionnement du marché unique et soutenir la croissance et la création d'emplois en Europe."

▲ STRASBOURG-ORTENAU

DNA, 28 septembre

"Interview du président de l'Eurodistrict, Frank Scherer : 'Il faut impliquer les citoyens' - Elu en mars à la tête de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau, Frank Scherer nourrit un objectif: faire sortir la structure de l'abstraction."

▲ Nouveau : Cahier thématique sur la coopération culturelle transfrontalière

<http://www.eurodistrict-regio-pamina.com>, octobre

"L'EURODISTRICT REGIO PAMINA a publié un nouveau cahier thématique dédié à la coopération culturelle transfrontalière."

▲ Le futur du Rhin prend forme

Dernières Nouvelles d'Alsace, 27 septembre

"Au confluent des trois pays, le Rhin change de visage. Alors que les autorités allemandes, suisses et françaises ont validé le projet urbanistique 3land, une piste cyclable le long du Rhin prend forme au pied du Campus Novartis. Une balade en bateau pour les élus et des travaux pour une piste cyclable : les mutations des berges du Rhin, entre Bâle, Huningue et Weil am Rhein démarrent doucement."

▲ Rencontre des aménageurs et urbanistes du Rhin supérieur

DNA, 29 septembre

"L'ADEUS, l'agence de développement et d'urbanisme de l'agglomération de Strasbourg, organise le mardi 16 octobre une rencontre des aménageurs et urbanistes du Rhin supérieur. Celle-ci participe de la construction d'une vision à plus grande échelle des territoires transfrontaliers."

▲ « C'est l'intérêt des Genevois de construire des logements »

Le Messager, 4 octobre

"Le conseiller d'Etat genevois David Hiler a avoué que le canton ne pourra pas construire les 2 500 logements par an comme promis. Pour Antoine Viellard, conseiller général en charge des questions transfrontalières, cela met en péril toute la coopération franco-suisse. L'aveu vous surprend-il ? Oui parce que cet engagement date de trois mois et que c'est une exigence des Genevois eux-mêmes qui n'arrivent plus à se loger dans leur propre canton."

▲ Interreg : le projet Perla pour une ville plus accessible

Corse Matin, 28 septembre

"Engagé en avril 2010, le projet Interreg Perla visant à améliorer l'accès des lieux publics aux personnes handicapées et à mobilité réduite touche à sa fin."

▲ Coopération : une chance pour les entreprises

Réussir le Périgord, 28 septembre

"Sortir de son pré carré, développer des alliances transfrontalières pour réunir des compétences et être plus fort à l'export : des pistes de réflexion abordées lors de la journée de l'économie Aquitaine le 20 septembre à Gradignan. Depuis 2004, les trois chambres consulaires de l'Aquitaine (commerce et industrie, artisanat, agriculture) consacrent une journée de réflexion aux opportunités qui s'ouvrent pour leurs entreprises."

Les GECT avec participation hongroise

Depuis l'entrée en vigueur du règlement communautaire relatif au GECT, 29 GECT ont été créés en Europe dont 10 impliquant la Hongrie.

Le CESCO, "Central European Service for Cross-border Initiatives" en Hongrie, a publié une brochure présentant ces 10 GECT et livrant une brève analyse du travail réalisé par ces derniers.

Rappelons que le CESCO a été créé en Hongrie en 2009 sur le modèle de la MOT. Ils sont tous deux partenaires de la Plateforme de Budapest*, qui met en réseau les structures nationales d'appui à la coopération transfrontalière en Europe.

Téléchargez la brochure en anglais : [cliquez ici](#). Plus d'infos : www.cesci-net.eu

* Aux côtés du Ministère de l'Intérieur et des Relations du Royaume des Pays-Bas et des Communautés de travail Galice/Nord Portugal et Castille-et-Léon/Nord Portugal (frontière Espagne/Portugal). www.budapestplatform.eu

Snapshot

of EGTC's with Hungarian participation



2012

L'ACTUALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

Mission Opérationnelle Transfrontalière
38, rue des Bourdonnais
75001 Paris France
Tel : +33 (0)1 55 80 56 80
www.espaces-transfrontaliers.eu

Directeur de publication : Jean Peyrony
Réalisation : Domitille Ayrat

Photos : Comité des Régions de l'Union européenne ; Philippe Frutier ; Médiathèque centrale, Union européenne, DR

Pour vous abonner, modifier ou supprimer votre abonnement : www.espaces-transfrontaliers.eu (onglet "Newsletter")

